



22.04.11

Gaz de schiste : Un rapport «fumeux»?



Manifestation anti-gaz de schiste, à Nant, le 17 avril 2011. DAMOURETTE/SIPA

ENERGIE - Le rapport de la mission d'inspection sur les gaz de schiste rendu jeudi au ministère de l'Ecologie suscite la colère des opposants aux forages mais satisfait les industriels...

Un rapport «fumeux». Pour France Nature Environnement (FNE), le bilan d'étape de la mission d'inspection rendu public jeudi est «caricatural». Commandé par le ministère de l'Ecologie à la suite de la forte contestation qui s'est élevée contre les permis de forages accordés en mars 2010 par Jean-Louis Borloo, ce rapport doit permettre au gouvernement de lever ou non le moratoire qui suspend actuellement les forages. Pour les opposants aux gaz de schiste, ce rapport n'a qu'un objectif: «rendre acceptables les gaz de schiste aux français».

Un progrès pour les industriels, des «supputations productivistes» pour FNE

Si le ministère de l'Ecologie suit les recommandations de la mission, un programme de recherche scientifique sur les techniques de fracturation hydraulique et leurs impacts environnementaux serait mis en œuvre. Une étape nécessaire pour Jean-Louis Schilansky, président de l'Ufip (Union française des industries pétrolières): «Il faut expérimenter et tester ce dont on parle au lieu de prendre des décisions à l'emporte-pièce, déclare-t-il à 20 Minutes. Ce rapport est un progrès car il apporte de l'objectivité dans un débat extrêmement émotionnel.» Les industriels seraient maintenant prêts à procéder aux tests prévus par le rapport.

Selon l'étude, «la comparaison avec les formations géologiques analogues exploitées en Amérique du Nord laisse à penser que notre pays est parmi les pays les plus prometteurs au niveau européen en huiles dans le bassin parisien (100 millions de m³ techniquement exploitables) et en gaz dans le sud du pays (500 milliards de m³)». Un leurre selon FNE: «Ces supputations productivistes risquent de donner des arguments aux exploitants pour majorer l'éventuel préjudice subi en cas de refus d'autorisation d'exploiter», déclare l'association.

L'indépendance énergétique, mais pas à n'importe quel prix

Pour les régions concernées par les forages, le rapport préconise «une révision de la fiscalité pétrolière de sorte que les collectivités locales trouvent un intérêt à une exploitation d'hydrocarbure sur leur territoire». Gérard Millet, maire UMP de Melun, en Seine-et-Marne, n'est toutefois pas prêt à sacrifier sa région: «L'indépendance énergétique est une bonne chose, mais pas à n'importe quel prix. Si le risque pour l'eau de nos nappes phréatiques est avéré, alors nous pensons qu'il faut interdire les forages, explique-t-il à 20 Minutes. Nous restons très vigilants mais ce rapport est une démarche sage qui permettra de se baser sur des informations scientifiques.»

Chez FNE aussi la vigilance reste de mise: pour Maryse Ardit, responsable du réseau Energie de l'association, «ce n'est pas sur la foi d'un seul rapport que la décision doit être prise d'exploiter ou non ces hydrocarbures mais en associant les citoyens à un grand débat national sur l'énergie. L'environnement n'est pas une variable d'ajustement, la qualité de l'eau, de l'air, la lutte contre le réchauffement climatique conditionnent notre survie, pas le fait de pouvoir remplir son réservoir.»

Audrey Chauvet